

LE

JOURNAL DE QUÉBEC,

POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.

On s'abonne à Québec, aux bureaux du Journal, près l'Archevêché. Le prix de l'abonnement est de QUATRE PIASTRES par an; on peut s'abonner pour 6 mois. Ceux qui veulent continuer doivent nous en avertir un mois avant l'expiration de l'abonnement, soit de 6 ou 12 mois.

L'éditeur-proprétaire A. COTÉ, à qui toutes correspondances, lettres, etc., doivent être adressées franco.

PRIS DES ANNONCES.—Six lignes... 2-64. Au-dessus de six lignes pas plus de dix... 3-44. Pour chaque ligne au-dessus... 44. Une remise libérale est accordée pour les annonces à long terme.

QUÉBEC.

MARDI, 9 AOUT 1859.

POLITIQUE EUROPÉENNE.

(Extraits de lettres.)

Paris, 23 juillet.

L'adhésion de l'Angleterre à la réunion d'un Congrès est un fait aujourd'hui avéré, et j'ajoute que l'arrivée de M. de Persigny, venu hier de Londres, se rattache à cet incident; M. de Persigny apportera-t-il lui-même cette confirmation; de plus, quelques personnes bien informées croient savoir qu'elle est accompagnée d'une proposition corrélatrice d'un désarmement général. L'assertion (qui ne manque pas, vous le voyez, d'une certaine importance, si elle est fondée), est d'autant plus vraisemblable que, dans l'entrevue qui a eu lieu entre l'Empereur et lord Cowley, S. M. avait pris l'initiative d'une offre de désarmement, tout au moins en ce qui concernait la marine, et lord Cowley a rendu, m'assure-t-on, le compte le plus favorable de cet entretien au gouvernement anglais. Il est à remarquer que cet incident coïncide naturellement avec le langage si sympathique pour l'Empereur Napoléon que lord John Russell a tenu à la tribune.

En dépit des nuages qui s'élevaient de l'autre côté de la Manche et qui semblaient planer sur les nations qu'elle sépare, on voit qu'un effort très-décidé est tenté pour rapprocher les deux gouvernements; la peut-être est le secret de la hausse si subite de la Bourse. Lord John Russell a d'autant plus d'intérêt à rassurer l'opinion publique en Angleterre, qu'on accuse le cabinet britannique de s'être laissé surprendre par les événements et de n'y avoir pas ménagé pour l'Angleterre un rôle digne de sa situation en Europe. Ce reproche pourrait d'autant mieux être adressé au cabinet britannique, si, comme j'ai lieu de le supposer, il avait toujours été facultatif au gouvernement de nos voisins d'intervenir dans la question de l'armistice et dans la préparation de la paix. Les interpellations annoncées par lord Elcho, indiquent entre autres symptômes, à quel degré les susceptibilités nationales sont éveillées de l'autre côté du détroit.

Deux dépêches, arrivées aujourd'hui, confirment également deux assertions auxquelles j'ai donné place dans mes lettres et auxquelles on pouvait reconnaître un certain caractère de probabilité. D'abord il paraît enfin établi que la Sardaigne ne sera pas présentée à la réunion de Zurich, et ce résultat doit être dû, en partie tout au moins, à la volonté persistante de l'Empereur d'Autriche, de pas voir son représentant se rencontrer avec celui du Piémont dans cette réunion. Il y a plus: une dépêche fait connaître que le Piémont lui-même ne tient pas à figurer dans la susdite réunion, soit que le roi Victor-Emmanuel ait cru devoir faire cette concession à la France pour faciliter une solution finale, soit plutôt que le Piémont réserve ses exigences pour être représenté au grand Congrès européen.

La seconde confirmation d'une autre précédente assertion se trouve dans les paroles du ministre anglais qui déclare qu'il n'existe entre la France et l'Angleterre aucune entente pour la restauration des souverains expulsés de Toscane et de Modène. Je vous avais dit, en effet, que le gouvernement impérial ne s'ingérerait plus, tout au moins directement, dans les affaires d'Italie. Cette opinion semble tout à fait inconciliable avec l'affirmation d'un de mes collègues qui vous a parlé de l'engagement positif et explicite pris par Napoléon III, de rétablir en Italie le statu quo ante bellum, sauf bien entendu en ce qui concerne la Lombardo-Vénétie.

Cette abstention actuelle du gouvernement français paraît en contradiction flagrante avec une nouvelle de plus en plus

consistante: l'envoi d'une division française dans les Etats de Parme et de Toscane. Cette division serait celle du corps d'armée du maréchal Canrobert, et j'ajoute que l'arrivée à Parme du général Bourbaki, qui commandait sous les ordres de ce maréchal, est constatée par des lettres particulières. On assure, de plus, que le petit corps d'armée qui avait été placé sous les ordres du général Wimpfen, s'est transporté dans les Légations. Il n'est pas impossible cependant de faire concorder ces versions contradictoires. Il est probable que les forces françaises n'auraient d'autre mission que de maintenir l'ordre dans les provinces qu'elles occupent, sans rétablir le statu quo absolu et sans autoriser aucun mouvement ou aucun effort d'annexion. C'est ce qu'indique notamment le départ annoncé des commissaires sardes. Mais l'Empereur, en réservant au Congrès européen le dernier arbitrage sur toutes ces questions, ne risque point de rendre illusoires les garanties qu'il a pu prendre pour la réintégration des dynasties renversées, car il est hors de doute que le Congrès se prononcera dans ce sens.

Il est presque superflu d'ajouter, en cet état de choses, que l'on ne reconnaît aucun caractère officiel à M. Peruzzi, qui vient à Paris au nom du gouvernement provisoire toscan, gouvernement qui n'a jamais été reconnu officiellement ici.

On attend avec impatience l'arrivée du prince Esterhazy chargé, de la part de l'Autriche, de prendre les derniers arrangements relatifs à la réunion de Zurich. L'Empereur, à la réception du corps diplomatique avant-hier, avait demandé au prince de Reuss, qui représentait la Prusse en l'absence du comte de Pourtalès, si l'on ne reverrait pas bientôt ce chef de mission. Une dépêche fait connaître que ce ministre est sur le point d'arriver à Paris.

Le Monteur a commencé à enregistrer les adresses des corps constitués et des conseils municipaux. On a remarqué dans l'adresse de la Cour de cassation, signée par M. Troplong, la fidélité de ce savant jurisconsulte aux souvenirs de l'antiquité; il avait parlé d'Annibal et de Zama en s'exprimant au nom du Sénat, et il a évoqué les traditions de l'ancienne Rome en faisant parler la Cour de Cassation.

Voici ce qu'une autre correspondance, datée du 23 juillet, dit sur la mission que le prince Napoléon a remplie à Vérone.

Les bases avaient été arrêtées d'un commun accord par les deux souverains. L'Empereur François-Joseph avait envoyé une rédaction à l'Empereur qui l'agréa en partie, fit quelques changements qui pouvaient être agréables à l'Autriche, mais modifia un paragraphe assez important dont on ignore la teneur. Le prince Napoléon, en abordant l'Empereur d'Autriche, fut très frappé de son air noble et digne.

Après avoir pris connaissance de l'acte important que Napoléon envoyait à sa signature, il y eut dans l'esprit du souverain autrichien un moment d'hésitation. Le prince Napoléon lui demanda alors la permission de développer les motifs qui avaient guidé l'Empereur dans sa rédaction, puis aborda avec une grande franchise la situation dans laquelle se trouvait l'Autriche, sans alliés, à la veille de voir éclater la révolution dans une de ses provinces, il lui exposa avec beaucoup de chaleur que le meilleur parti à prendre était de signer. L'Empereur demanda à réfléchir, puis au bout d'une heure environ il revint vers le prince et lui tendit l'acte de la paix signé. Il était fort pâle et avait les larmes aux yeux. Il prononça cette phrase que je crois citer à peu près textuellement: « Monseigneur, je prie Dieu qu'il vous épargne, si jamais vous êtes souverain, l'heure de douleur que je viens de passer et (faisant allusion à une phrase de leur conversation) je le prie aussi qu'il vous épargne la tentation de faire descendre la « révolution du trône. »

La dignité et la morne tristesse qui étaient peintes sur le visage de François-Joseph émuient singulièrement le prince

Napoléon. Ces détails me sont transmis par une voix si sûre que j'ai tout lieu de croire à leur authenticité.

Paris, 24 juillet.

Les nouvelles d'Autriche sont pleines d'intérêt. Je ne parle pas au point de vue diplomatique, mais au point de vue des problèmes intérieurs que cette puissance doit résoudre. L'Empereur François-Joseph paraît déterminé à introduire dans son empire des changements de la plus haute importance. Mais qui veut organiser trop vite souvent désorganise. Voici comment cet écueil serait évité. Tous les conseils provinciaux de l'empire seraient convoqués prochainement et à la fois, à l'effet de répondre à une série de questions sur les améliorations qu'ils croiraient utile d'introduire dans le régime intérieur de l'Etat, et surtout dans l'organisation provinciale. Contrairement à ce qui se pratiquait autrefois, on ne leur fixerait pas un programme, ils auraient toute latitude, toute initiative et pourraient faire connaître ouvertement et sincèrement à l'Empereur les besoins et les vœux des populations. Pareil projet ne saurait être trop approuvé.

Quant au système financier et principalement au mode de comptabilité, on hésite à le changer. Il a été question d'adopter le système français dont l'excellence est généralement reconnue, mais il paraît que la comptabilité actuelle se rapproche en beaucoup de points de celle de la France; rien n'est donc décidé à cet égard. Les embarras financiers sont immenses et l'on parle d'un projet radical qui va être présenté à l'Empereur d'un instant à l'autre. L'expérience de la dernière guerre a prouvé que dans l'armée qu'on ne peut pas se procurer l'indépendance et l'artillerie, laissent à désirer. Des réformes importantes vont être faites, et je crois savoir que des officiers autrichiens sont en ce moment en Angleterre pour étudier le système d'artillerie anglaise et voir les fameux canons Armstrong.

Le bruit court que M. Pallavicini vient d'apporter à Paris une Note autographe de la Parme adressée à l'Empereur des Français. Je crois savoir aussi qu'il y a déjà quelques jours l'Empereur a reçu une longue lettre, particulière et confidentielle, du grand duc de Toscane.

L'Empereur s'est rendu l'autre jour seul et à pied à sa ferme de Fougères, près de Saint-Cloud. C'était la veille du jour où l'on a distribué les récompenses. Il a assisté à quelques expériences, et il a vu manœuvrer des moissonneuses et des faneuses. Un de ces derniers instruments taillait de la luzerne lorsque l'Empereur se prit à dire: Voilà de la luzerne qui ne va guère impériale. En effet, la plante avait beaucoup souffert de la chaleur, puis, se tournant vers les personnes qui l'entouraient, l'Empereur ajouta: Quand on a vu les cultures et les irrigations de la Lombardie, messieurs, on doit s'avouer qu'il reste encore beaucoup de choses à faire en France en fait d'agriculture.

Londres, 22 juillet.

Une partie au moins de la discussion qui a eu lieu hier soir dans la Chambre des Communes sera liée avec intérêt sur le continent; c'est celle où les principaux chefs de parti blâment sans réserve le langage insultant que tiennent quelques journaux à l'égard de l'Empereur Napoléon et de la France. Il est remarquable, en effet, que toute la presse anglaise à l'exception du Morning Chronicle et du Morning Star, ait adopté un ton uniformément irritant à l'endroit du peuple français.

Je vous ai souvent fait remarquer que des journaux tels que le Times et le Morning Advertiser sont loin de représenter toute l'opinion publique de l'Angleterre. Ces journaux, comme je vous l'ai dit encore, sont toutefois dans le vrai sur un point, à savoir que les armements de l'Angleterre ne sont pas en rapport avec les exigences de l'époque. Il y a déjà quelques années que nos principaux hommes d'Etat demandent que les armements soient augmentés dans des proportions plus en rapport avec ce qui existe en d'autres pays. C'est cette infé-

riorité relative qui crée la « panique de l'invasion ».

Comme lord Palmerston l'a très-bien fait observer hier soir, le peuple anglais ne montre guère de sagesse politique en criant sans cesse à la faiblesse de nos côtes, tout en insistant en même temps sans discontinuité la seule puissance de la part de laquelle une invasion serait possible. Lord Palmerston a encore raison lorsqu'il dit que, dans l'éventualité d'une invasion, nous serions parfaitement en mesure de repousser l'attaque, mais on ne doit pas méconnaître que la défense, dans un tel cas, nous coûterait beaucoup plus cher que si nos armements étaient plus complets.

Maintenant que nos budgets sont virtuellement votés et que les arrangements financiers pour l'année sont pris, il est temps que des efforts soient faits pour détruire dans l'esprit du peuple français l'effet du langage de quelques journaux. C'est dans ce sens que l'on doit expliquer les discours conciliants qui ont été prononcés hier soir par lord John Russell et lord Palmerston, qui tous les deux ont insisté sur l'augmentation de nos moyens de défense, tout en blâmant en termes sévères le langage de certains journaux à l'égard de la France. Vous aurez remarqué aussi que ces deux hommes d'Etat ont rendu hommage aux sentiments de Napoléon III auquel ils ont attribué le désir d'entretenir de bonnes relations avec l'Angleterre.

La discussion d'hier soir a eu aussi pour effet de rapprocher M. Bright du gouvernement, et cette entente était plus ou moins nécessaire à la stabilité du cabinet actuel. On a pu remarquer hier que le ton et l'attitude de M. Bright, à l'égard du banc de la trésorerie s'étaient considérablement modifiés, comparaison gardée avec ce qu'il était antérieurement à l'égard des mêmes ministres, bien que ces derniers soient cependant loin d'adopter les théories pacifiques de l'apôtre de la paix.

Un point à remarquer, c'est que voici le second exemple de blâme jeté par les ministres à l'excèsive violence de la presse britannique. Au commencement de 1852, tous les grands chefs de parti ont suivi, à l'égard du Times, une conduite analogue à celle qu'ils tiennent aujourd'hui. Elle eut alors pour effet de faire changer l'attitude de ce journal. J'ai lieu d'espérer qu'il en sera encore de même chaque fois, car bien que l'opinion saine du pays doit finir par l'emporter sur de creuses déclamations, l'effet immédiat des injures n'en est pas moins de nuire à l'entente des nations entre elles.

Il y a un danger à redouter, c'est que la passion d'intervienne et que, si le gouvernement français ne pouvait parvenir à vaincre l'irritation des populations, le sentiment national ne fasse fouler aux pieds toute considération, et qu'une guerre ne s'engage en dépit de la raison et du bon sens. G. F.

L'Alliance anglo-française.

Le Journal des Débats publie l'article suivant, sous la signature du secrétaire de la rédaction, c'est-à-dire dans la forme habituelle des articles émanés de source diplomatique:

« Parce qu'il s'élève parfois des nuages dans les alliances politiques, nous ne les croyons pas nécessairement compromises. Il peut y avoir des moments de brouille ou de refroidissement dans les meilleurs ménages sans qu'on en vienne au divorce. La loyauté, la modération, la patience et surtout la politesse des formes finissent par apaiser ces irritations fâcheuses, et l'on regrette alors de s'être abandonné trop légèrement aux passions irréfléchies de l'heure présente, sans object le lendemain.

« La paix avec ses conséquences déjà connues nous permet de revenir aujourd'hui sans passion sur ce qui s'est passé depuis trois mois tant en Allemagne qu'en Angleterre, à propos de la question italienne et de la politique de la France.

« L'Allemagne nous excusera de nous occuper de l'Angleterre d'abord, nous n'avons pas besoin d'en dire les raisons. Nous ne sommes pas suspects de ne pas aimer la paix, on nous a même reproché de l'aimer trop. Nous n'avons jamais pris ce reproche pour une injure, parce que nous étions et nous sommes toujours prêts à redire que nous aimons la paix, pourvu que la France n'en

souffre ni dans son honneur, ni dans sa juste part d'influence, ni dans ses intérêts légitimes. A ce compte-là, oui, nous aimons la paix.

« Nous ne sommes pas non plus suspects de n'être pas partisans de l'alliance anglaise. Ne nous a-t-on pas aussi parfois reproché de l'être trop? Si nous ne nous en sommes pas offensés, c'est que nous avons toujours pu dire pourquoi, comment, et dans quelle mesure nous voulions et nous voulons l'alliance anglaise. Ce ne peut être qu'à certaines conditions qu'il nous paraît opportun de rappeler en toute franchise en ce moment à nos voisins.

« Nous l'avons dit souvent, nous regardons l'union intime de la France et de l'Angleterre comme indispensable au repos du monde, aux progrès de l'humanité tout entière, progrès qui ne sauraient marcher sûrement qu'à l'abri de la double puissance morale, nous trouvons dans le génie des deux nations associées pour le bien ce qui peut manquer séparément à l'une ou à l'autre et qui rend leur ascendant irrésistible. Comme puissance matérielle, sans vaine présomption et sans délai pour qui que ce soit, cette alliance nous paraît représenter aujourd'hui et pour longtemps encore la plus grande force combinée de terre et de mer qui se puisse produire pour faire le bien ou empêcher le mal. L'alliance anglo-française est donc dans l'intérêt le plus général de l'Europe et du monde, comme dans l'intérêt particulier des deux peuples. Voilà en peu de mots pourquoi nous l'aimons. Mais, hâtons-nous de le dire, elle ne peut vivre et durer qu'à la condition d'être sincère, réciproque, confiante, en un mot véritablement cordiale. Est-ce donc possible? Nous ne le pensons pas; car si nous voyons bien clairement toutes les excellentes raisons de la paix et du bon accord entre les Anglais et nous, nous sommes encore plus frappés, s'il est possible, des inconvénients et des périls qui naissent immédiatement de l'altération et du refroidissement de ces bons rapports.

« Nous croyons exprimer ici l'opinion de la plupart des hommes politiques de notre pays, à quelque parti qu'ils appartiennent, l'opinion de toute la partie éclairée de la nation, de celle qui a su en maintes occasions dominer les vieux préjugés et faire taire les vieilles rancunes.

« En est-il de même en Angleterre? Après ce qui vient de se passer dans les régions les plus élevées des pouvoirs publics, il nous est permis d'en douter. Il nous a semblé dans ces derniers temps que le bon sens de la nation anglaise avait défendu presque seul l'alliance avec la France contre les aventures que lui faisaient courir ses hommes d'Etat. Sans aller rechercher la preuve de notre observation dans des actes diplomatiques bien vieillies en quinze jours, nous pourrions la trouver encore, et plus près de nous, dans les récentes discussions des deux Chambres du Parlement. Nous n'y avons pas reconnu la réserve ordinaire du grand parti dont s'honore le bon droit l'Angleterre.

« Nous savons bien qu'il est de tradition de l'autre côté du détroit, chaque fois qu'il s'agit de voter les budgets de la guerre et de la marine, d'évoquer aux yeux du pays le fantôme de l'invasion de la vieille Angleterre, de lui montrer à travers un verre grossissant Cherbourg, Brest et Toulon prêts à lancer leurs escadres chargées de soldats sur toutes les mers prochainement converties en lacs français, demain à coup sûr n'est aujourd'hui.

« Nous savons que cette mise en scène réussit invariablement; les livres sterling sont votés. Mais jusqu'à présent nous n'avons vu dans cette manœuvre un peu usée le principal rôle réservé à quelque personnage excentrique, et nous n'y avons attaché qu'une médiocre importance. Les circonstances dans lesquelles viennent de se répéter les mêmes scènes, l'importance politique des nouveaux acteurs, le dénoûment auquel ils pourraient arriver même malgré eux, ne nous permettent pas de laisser passer inaperçus un danger que nous voudrions essayer de conjurer.

« Par un de ces revirements prévus, possibles chaque jour dans les gouvernements parlementaires, un vote à quelques voix de plus ou de moins ramènerait au pouvoir demain le parti renversé hier, son programme serait-il trace dans les discours d'opposition de la Chambre des Lords? Ce serait grave. La défiance, presque l'ingratitude à l'égard de la France, voilà ce que nous trouvons dans ces manifestes du parti tory: la défiance lorsque le gouvernement de l'Empereur ne cesse, par ses paroles comme par ses actes, de rassurer l'Europe sur ses intentions; la menace quand la France s'abstient scrupuleusement de toute provocation, qu'elle n'a rien armé, rien préparé en dehors des besoins de la guerre d'Italie; enfin presque l'ingratitude mal dissimulée sous cet étrange appel à des passions surannées. Ce sont là de mauvais procédés avec tout le monde, dangereux vis-à-vis de notre pays.

« Qu'importe-t-elle au cœur de l'Angleterre, la politique libérale elle n'a pas voulu tenir avec la France d'affranchir l'Italie, nous n'allons pas examiner après la paix si elle a en tort ou raison dans la guerre; mais que sa neutralité se soit ostensiblement armée contre nous, c'est ce que nous

ne comprenons pas, parce que rien ne l'explique et ne la justifie.

« La France n'émet la prétention de dominer nulle part. Sur les mers comme sur le continent, elle ne veut que sa part légitime de liberté et d'action. Est-ce à dire qu'elle doive reconnaître et subir cette domination de la part d'une autre puissance? Aussi bien que l'Angleterre, la France a des côtes riches et peuplées, des colonies voisines et lointaines, un grand commerce maritime, des intérêts religieux, politiques, industriels, une influence morale enfin à protéger sur toute la surface du globe; elle a pour cela une armée et une marine proportionnées à sa population, à sa richesse, à sa grandeur. Quand elle s'y voit forcée par son honneur ou ses intérêts la France emploie comme elle l'entend contre ses ennemis les forces dont elle dispose; mais elle ne menace pas ses amis ou ses alliés, elle ne doute pas de leur loyauté, elle ne les provoque pas par des soupçons indignes d'une grande nation.

« Nous ne croyons plus aux haines héréditaires, nous ne voulons plus croire aux ressentiments traditionnels entre les peuples: une longue paix, un long échange de relations de toute nature sur un pied d'égalité et mutuelle estime ont fait justice, nous le pensons du moins, de ces anachronismes laissés pour morts, avec nos glorieux soldats, sur les champs de bataille de l'Alma et d'Inkermann. — Nous serions-nous trompés?

« A la neutralité soupçonneuse et hostile de l'Angleterre et de l'Allemagne, la France n'a opposé que le calme et la modération. L'Empereur victorieux rend la paix à l'Europe étonnée: l'Europe serait-elle moins modérée et moins pacifique que l'Empereur? L'Angleterre, qui s'informe d'un vaisseau de plus ou de moins armé à Brest, et qui vote 300 millions pour sa marine, l'Angleterre, qui conseille au continent de désarmer, va-t-elle en donner l'exemple et retirer de son ordre du jour ce programme de la menace ou de la peur, dont nous avons dû signaler le funeste effet au point de vue de l'alliance que nous voudrions sauvegarder? Lorsqu'un nuage vient à passer au-dessus de nos têtes tout chargé d'électricité, pourrions-nous risquer d'en faire sortir la foudre? Qui sait où elle irait tomber?

ITALIE.

Nous n'avons rien de nouveau d'Italie. La situation y est toujours dans le même état de trouble et de désorganisation, et rien de positif ne transpire sur l'avenir des populations que les arrangements de Villafranca ont rendues à leurs anciens souverains. Un correspondant parisien mande que Pie IX a accueilli très-favorablement les propositions que lui a portées le prince de La Tour d'Auvergne, de la part de Napoléon III, au sujet de l'organisation de la Confédération italienne. Il nous dit aussi qu'un délégué du gouvernement provisoire toscan à Paris, n'a pas été reçu par l'Empereur, quoiqu'on en ait dit, et que Sa Majesté a pris des engagements formels pour le rétablissement de ceux des princes italiens qui adhéreront à la Confédération.

Voici du reste ce que dit une lettre datée de Turin, 19 juillet:

« Le général La Marmora est arrivé du camp hier soir, et il a eu plusieurs conférences avec le Roi et avec M. Rattazzi. On assure ce soir que l'honorable général a accepté la présidence du conseil, mais qu'il n'a rien dit de la guerre et de la marine.

« L'avocat Migliorini, un des députés de Turin au Parlement national, a accepté les fonctions de garde des sceaux. Le marquis Monticelli, député génois, prend le portefeuille des travaux publics. Le général Dabormida celui des affaires étrangères.

« Les portefeuilles des finances et de l'instruction publique avaient été offerts à MM. Gori et Mauri, tous les deux Lombards. Hier ils sont arrivés de Milan, mais ils n'ont pas cru devoir accepter. Aussi, pour le moment le portefeuille de l'instruction publique reste sans titulaire, et celui des finances est confié au commandeur Oytana, jusqu'à présent secrétaire général du même département.

« M. Rattazzi redevient ministre de l'intérieur. Ces nominations paraissent définitives.

« M. de Cavour et ses anciens collègues ont pris congé aujourd'hui de S. M.

On trouve dans la correspondance Bullier la Note suivante, adressée par le gouver-

Feuilleton du Journal de Québec

DU 9 AOUT 1859.

MATEO FALCONE.

1829.

—Boujour, frère (1) dit l'adjutant en lui tendant la main. Il y a bien longtemps que je ne t'ai vu.

—Boujour, frère.

—J'étais venu pour te dire bonjour en passant, et à ma cousine Pupa. Nous avons fait une longue traite aujourd'hui; mais il ne faut pas plaindre notre fatigue, car nous avons fait une fameuse prise. Nous venons d'empoigner Gianetto Sanpiero.

—Dieu soit loué! s'écria Giuseppe. Il nous a volé une chèvre laitière le semaine passée.

Ces mots réjouirent Gamba.

—Pauvre diable! dit Mateo, il avait faim.

—Le drôle s'est défendu comme un lion, poursuivait l'adjutant un peu mortifié; il m'a tué un de mes voltigeurs, et ne content de cela, il a cassé le bras au caporal Chardon; mais il n'y a pas grand mal, ce n'était qu'un Français... Ensuite il s'était si bien caché que le diable ne l'aurait pu découvrir. Sans mon petit cousin Fortunato, je ne l'aurais jamais pu trouver.

—Fortunato! s'écria Mateo.

(1) Buon giorno, fratello, salut ordinaire des Corse. Voir le Journal du 6 août.

—Fortunato! répéta Giuseppe.

—Oui, le Gianetto s'était caché sous ce tas de foin là-bas; mais mon petit cousin m'a montré la malice. Ainsi je le dirai à son oncle le caporal, afin qu'il lui envoie un beau cadeau pour sa peine. Et son nom et le lieu seront dans le rapport que j'enverrai à M. l'avocat général.

—Malediction! dit tous bas Mateo.

Il avait rejoint le détachement. Gianetto était déjà couché sur la litière et prêt à partir. Quand il vit Mateo en la compagnie de Gamba, il sourit d'un sourire étrange; puis, se tournant vers la porte de la maison, il enchaîna sur le seuil en disant: Maison d'un traître!

Il n'y avait qu'un homme décidé à mourir qui eût osé prononcer le mot de traître en l'appliquant à Falcone. Un bon coup de stylet, qui n'aurait pas eu besoin d'être répété, aurait immédiatement payé l'insulte. Cependant Mateo ne fit pas d'autres gestes que celui de porter sa main à son front comme un homme accablé.

Fortunato était entré dans la maison en voyant arriver son père. Il reparut bientôt avec une jatte de lait, qu'il présentait les yeux baissés à Gianetto. Loin de moi! lui cria le proscrit d'une voix foudroyante. Puis se tournant vers un des voltigeurs: Camarade, donne-moi à boire, dit-il. Le soldat remit sa gourde entre ses mains, et le bandit but l'eau que lui donnait un homme avec lequel il venait d'échanger des coups de fusil. Ensuite il demanda qu'on lui attachât les mains de manière qu'il ne les eût croisées sur sa poitrine, au lieu de les avoir liées derrière le dos. J'aime, disait-il à être couché à mon aise. On s'empressa de le satisfaire; puis l'adjutant donna le signal du départ, dit adieu à Mateo, qui ne lui répondit pas, et descendit au pas accéléré vers la plaine.

Il se passa près de dix minutes avant que Mateo ouvrit la bouche. L'enfant regardait d'un oeil inquiet tantôt sa mère et tantôt son père, qui s'appuyait sur son fusil, le considérant avec une expression de colère concentrée.

—Tu commences bien! dit enfin Mateo d'une voix calme, mais effrayante pour qui connaissait l'homme.

—Mon père! s'écria l'enfant en s'avançant les larmes aux yeux comme pour se jeter à ses genoux. Mais Mateo lui cria: Arrière de moi! Et l'enfant s'arrêta et sanglota immobile à quelques pas de son père.

Giuseppe s'approcha. Elle venait d'apercevoir la chaîne de la montre, dont un bout sortait de la chemise de Fortunato.

—Qui t'a donné cette montre? demanda-t-elle d'un ton sévère.

—Mon cousin l'adjutant.

Falcone saisit la montre, et la jeta avec force contre une pierre, il la mit en mille pièces.

—Femme, dit-il, cet enfant est-il de moi?

Les joues brunes de Giuseppe devinrent d'un rouge de brique.

Que dis-tu, Mateo? et sais-tu bien à qui tu parles?

—Eh bien! cet enfant est le premier de sa race qui ait fait une trahison.

Les sanglots et les hoquets de Fortunato redoublèrent, et Falcone tenait ses yeux de lynx toujours attachés sur lui. Enfin il frappa la terre de la crosse de son fusil, puis le repeta sur son épaule et reprit le chemin du maquis en criant à Fortunato de le suivre. L'enfant obéit.

Giuseppe courut après Mateo et lui saisit le bras. C'est ton fils, lui dit-elle d'une voix tremblante en attachant ses yeux noirs sur ceux de son mari, comme pour lui dire ce qui passait dans son âme.

—Laissez-moi, répondit Mateo; je suis son père.

Giuseppe embrassa son fils et entra en pleurant dans sa cabane. Elle se jeta à genoux devant une image de la Vierge et pria avec ferveur. Cependant Falcone marcha quelque deux cents pas dans le sentier et ne s'arrêta que dans un petit ravin où il descendit. Il sonda la terre avec la crosse de son fusil et la trouva molle et facile à creuser. L'endroit lui parut convenable pour son dessein.

—Fortunato, va auprès de cette grosse pierre.

L'enfant fit ce qu'il lui commandait, puis il s'agenouilla.

—Dis tes prières.

—Mon père, mon père, ne me tuez pas!

—Dis tes prières! répéta Mateo d'une voix terrible.

L'enfant, tout en balbutiant et en sanglotant, récitait le Pater et le Credo. Le père, d'une voix forte, répondait Amen! à la fin de chaque prière.

—Sont-ce là toutes les prières que tu sais?

—Mon père, je sais encore l'Ave Maria et la litanie que ma tante m'a apprise.

—Elle est bien longue, n'importe.

L'enfant acheva la litanie d'une voix éteinte.

—As-tu fini?

—Oh! mon père grâce! pardonnez-moi!

Je ne le ferai plus! Je prierais ton mon cousin le caporal qu'on fera grâce au Gianetto!

Il parlait encore; Mateo avait armé son fusil et le couchait en joue en lui disant: Que Dieu te pardonne! L'enfant fit un effort désespéré pour se relever et embrasser les genoux de son père; mais il n'en eut pas le temps. Mateo fit feu, et Fortunato tomba roide mort.

Sans jeter un coup d'oeil sur le cadavre,

Mateo reprit le chemin de sa maison pour aller chercher une bêche afin d'enterrer son fils.

Il avait fait à peine quelques pas qu'il rencontra Giuseppe, qui accourait alarmée du coup de feu.

—Quas-tu fait? s'écria-t-elle.

—Justice.

—Où est-il?

—Dans le ravin. Je vais l'enterrer. Il est mort en chrétien; je lui ferai chanter une messe. Qu'on dise à mon genre Tiodore Bianchi de venir demeurer avec nous.

